

**Nations unies - Débat public sur la
traite des êtres humains et
l'esclavage moderne en situation de
conflits - Intervention de Mme
Laurence Rossignol, ministre des
familles, de l'enfance et des droits
des femmes - Conseil de sécurité**
(New York, 15 mars 2017)

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'abord de remercier le Secrétaire général, M. Kevin Hyland, M. Yuri Fedotov ainsi que Mme Ilwad Elman pour leurs interventions et témoignages. La France s'associe au discours de l'Union européenne.

1/- Les actions commises par Daech au Moyen-Orient ou par Boko Haram en Afrique illustrent, de manière dramatique, les liens qui existent aujourd'hui entre la menace à la paix et la sécurité internationales, et la traite des êtres humains.

Au niveau mondial, la traite des êtres humains est, avec le trafic de drogue et la contrefaçon, l'un des trafics les plus rentables : le chiffre d'affaires annuel estimé à 32 milliards de dollars et c'est l'un des trafics plus répandus.

Exploitation sexuelle, travail forcé, servitude, enlèvements à des fins de prostitution forcée, viols, la liste des atrocités commises en situation de conflits armés est malheureusement longue.

En tirant profit de l'être humain, et le considérant comme une marchandise, les trafiquants comme les consommateurs, les usagers, les clients de l'exploitation sexuelle, violent de façon manifeste et brutale à la fois leurs victimes, les droits humains et alimentent les dynamiques des conflits.

La communauté internationale s'est investie fortement sur cette problématique depuis le début de notre siècle, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour faire reculer le fléau de la traite des êtres humains. Je souhaite donc saluer l'initiative de la présidence britannique du

Conseil de sécurité et la remercier de nous donner l'occasion d'échanger sur ce sujet si important.

2/- Pour la France, la question de la traite des êtres humains et de l'esclavage, en particulier des femmes et des enfants, revêt une importance majeure.

Les chiffres sont hélas bien connus, mais doivent sans cesse être rappelés : 80% des victimes de la traite sont des femmes et des enfants. Les défis sont, eux aussi, connus : l'identification des victimes est embryonnaire ; le dispositif de lutte est très inégalement organisé selon les territoires ; malgré des progrès depuis l'entrée en vigueur du protocole de Palerme sur la traite des êtres humains, encore trop peu de poursuites sont engagées sur le fondement de l'infraction de la traite des êtres humains ; les victimes elles-mêmes ne font pas toujours valoir leurs droits et sont trop souvent insuffisamment protégées.

Dans ce contexte, la coopération internationale doit s'intensifier à la fois pour renforcer la couverture géographique des législations assurant une protection effective contre les réseaux, mais aussi pour améliorer les coopérations opérationnelles pour les démanteler.

Prévention, protection et lutte contre l'impunité : ce sont les trois priorités de la diplomatie française en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

3/- Parce que la traite des êtres humains fait désormais partie intégrante de la stratégie de certains groupes terroristes et alimente la criminalité transnationale organisée, le conseil de sécurité des Nations unies a une responsabilité particulière dans la lutte contre ce fléau.

L'adoption de la résolution 2331 en décembre dernier, à l'initiative de l'Espagne, a été un grand pas en avant pour mieux prendre en compte le lien entre traite des êtres humains, violences sexuelles et terrorisme. La France attend avec impatience le rapport qui sera élaboré par le Secrétaire général d'ici la fin de l'année.

Nous disposons d'un cadre juridique international solide et d'outils pertinents. Je pense en particulier à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles, et à l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui effectue un travail remarquable dans ce domaine.

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, le président de la République français a d'ailleurs annoncé que la France proposerait un protocole additionnel à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ce protocole concernerait les violences faites aux femmes, afin de compléter le cadre international existant.

Mais nous devons nous assurer que les obligations qui découlent de ce cadre juridique sont effectivement mises en oeuvre. Nos paroles doivent désormais être traduites en actes.

Soyez assuré, Monsieur le Président, que la France continuera de prendre toute sa part à ces efforts.

Je vous remercie./.